



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Géographie et aménagement

de l'Université Paris-Est Créteil
Val de Marne - UPEC

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académie : Créteil

Etablissement déposant : Université Paris-Est Créteil Val de Marne - UPEC

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Géographie et aménagement

Domaine : Sciences humaines et sociales

Demande n° S3MA150009050

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

La spécialité *Santé, territoires, environnement* est co-habillée avec l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, la spécialité *Dynamiques environnementales et risques* avec les Universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris-Sorbonne et Paris Diderot.

- Délocalisation(s) :

La spécialité *Dynamiques environnementales et risques* est en partie délocalisée au Laboratoire de Géographie Physique (UMR 8591) à Meudon.

Une partie des enseignements de la spécialité *Santé, territoires, environnement* a lieu à l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense.

La spécialité *Espace, sociétés, territoires* propose des options qui peuvent être choisies parmi l'offre de formation d'un établissement partenaire (Institut d'Urbanisme de Paris, Institut Français d'Urbanisme, Ecole des hautes études en sciences sociales...).

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :

Aucune relation formalisée n'a été nouée avec un établissement étranger.



Présentation de la mention

La mention *Géographie et aménagement* propose un ensemble varié de formations, destinées à des étudiants qui souhaitent poursuivre dans la recherche ou qui envisagent, grâce à un enseignement professionnalisant, d'accéder directement au marché de l'emploi. La mention se décline en six spécialités (seules les spécialités *Espaces, sociétés, territoires et Géomarketing, stratégies territoriales des entreprises et des institutions publiques* sont portées par l'Université Paris Est Créteil-Val de Marne et seront évaluées dans le cadre de ce rapport) :

- Dynamiques environnementales et risques ;
- Santé, territoires, environnement ;
- Espaces, sociétés, territoires ;
- Géomarketing, stratégies territoriales des entreprises et des institutions publiques ;
- Enseignement du second degré (Histoire - Géographie) ;
- Métiers de l'enseignement professionnel en Lettres, Histoire et Géographie.

Ces six spécialités ont un fonctionnement autonome et s'individualisent fortement les unes par rapport aux autres, du point de vue de leur finalité (recherche ou professionnelle), de l'organisation des enseignements, de la politique des stages, de l'équipe pédagogique, du suivi des étudiants...

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

La mention correspond à une juxtaposition de spécialités. Il s'agit là d'un choix délibéré des équipes pédagogiques : il n'y a donc aucune mutualisation et aucune modalité de fonctionnement commune aux quatre spécialités. Une appréciation globale de la mention est donc difficile à donner. Ceci ne signifie pas que les différentes spécialités sont sans intérêt, mais qu'elles s'individualisent fortement et que la question du maintien de la mention, dans sa configuration actuelle, peut se poser.

L'attractivité de la mention est difficile à évaluer, car inégale d'une spécialité à l'autre. Les effectifs d'étudiants de la mention se sont stabilisés autour de 50 en M1 et 60 à 70 étudiants en M2. Plus de la moitié des effectifs d'étudiants est inscrite dans la spécialité *Géomarketing et stratégies territoriales des entreprises et des institutions publiques*, formation particulièrement attractive. Le très faible nombre d'inscrits dans les spécialités *Santé, territoires, environnement* et *Dynamiques environnementales et risques* (respectivement 13 et 7 étudiants pour les deux niveaux de master) est lié aux différentes co-habilitations. Les effectifs sont tout de même faibles pour une mention qui comporte quatre spécialités, surtout si celles-ci ne mutualisent aucun enseignement.

Pourtant, malgré des effectifs souvent faibles, les taux de réussite sont très moyens, notamment pour certaines spécialités. Globalement, le taux de réussite est de 63,4 % en M1, de 76,8 % en M2 (promotion 2012/13). Mais ces valeurs cachent des différences très fortes : elles varient en 2011/12 de 36,4 % pour la spécialité *Espaces, sociétés, territoires* en M1 à 77,1 % pour la spécialité *Géomarketing et stratégies territoriales des entreprises et des institutions publiques* en M2. Cette forte différence est inquiétante.

La mention bénéficie d'un adossement très fort à des équipes de recherche variées. Mis-à-part la spécialité *Dynamiques environnementales et risques* étroitement liée à l'UMR *Laboratoire de géographie physique* et à l'UMR *Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique* (PRODIG), les trois autres spécialités sont adossées à l'EA *Lab'Urba*. La spécialité *Santé, territoires, environnement* s'appuie de plus sur l'UMR *Laboratoire d'économie et de sociologie du travail* et la spécialité *Géomarketing, stratégies territoriales des entreprises et des institutions publiques* a noué des relations étroites avec l'EA *Institut de recherche en gestion*. Ces adossements permettent aux étudiants d'être accueillis en stage dans ces laboratoires, et parfois, de bénéficier de leurs équipements.

Les finalités des différentes spécialités de la mention divergent. L'importance de l'adossement au milieu professionnel est donc également variable. Il est particulièrement fort pour la spécialité *Géomarketing, stratégies territoriales des entreprises et des institutions publiques* et quasiment inexistante pour la spécialité *Espaces, environnement et sociétés*. Ces différences sont compréhensibles puisque le milieu socio-professionnel d'une spécialité à finalité de recherche correspond à ses laboratoires de recherche d'adossement. Ces différences en termes de finalités des spécialités se répercutent au niveau de l'insertion professionnelle des étudiants diplômés. Les taux d'insertion sont très élevés pour les spécialités professionnalisantes comme *Géomarketing, stratégies territoriales des*



entreprises et des institutions publiques (93,8 % pour la promotion de 2010), plus faibles pour la spécialité *Espace, sociétés, territoires* (50 % pour la promotion diplômée en 2009, mais seulement 60 % des 8 étudiants inscrits ont répondu à l'enquête).

En conclusion, chaque spécialité, considérée individuellement, a son intérêt et propose une offre de formation globalement en adéquation avec sa finalité recherche ou professionnelle. Par contre, le niveau de la mention reste à élaborer. Il s'agit jusqu'à présent d'une construction artificielle, un assemblage de formations sans aucune relation les unes avec les autres. Les spécialités diffèrent sur de très nombreux aspects, que ce soit du point de vue de leur attractivité, des taux de réussite, du degré de suivi des étudiants et de la formation ou encore de l'implication des professionnels... et aucun effort d'harmonisation n'est en cours.

- Points forts :

- Importance de l'adossement à des laboratoires de recherche.
- Originalité des champs disciplinaires abordés.
- Importance des enseignements méthodologiques et techniques.

- Points faibles :

- Aucune harmonisation entre spécialités (du point de vue des recrutements, de la politique des stages, des enseignements de langue...).
- De fortes disparités entre spécialités : du point de vue de l'insertion, de la réussite, de l'implication des partenaires des milieux socio-professionnels...
- Faiblesse du nombre d'étudiants inscrits dans la mention.
- Dimension internationale à approfondir.

- Recommandations pour l'établissement :

La mention n'a actuellement pas de réalité concrète et l'absence d'une véritable construction de la mention avait déjà été soulignée lors de la précédente évaluation par l'AERES. Elle n'a pas d'existence en tant que telle dans l'environnement régional voire national. Même si une mutualisation partielle de l'offre de formation semble difficile à envisager par les différentes équipes pédagogiques, une harmonisation au niveau des modalités de fonctionnement des différentes spécialités pourrait être une première étape vers une construction plus achevée de la mention. Sans cet effort, la question du maintien de la mention, dans sa configuration actuelle, devrait être posée. Une réflexion sur l'organisation de la mention, dans la perspective du contexte global des masters proposés dans la région Ile-de-France, devrait être initiée, notamment au niveau des co-habilitations. Celles-ci provoquent en effet un éclatement de l'offre de formation des spécialités entre différents sites et, surtout, entre différentes mentions. L'inscription d'une spécialité dans la mention la plus pertinente (et donc sa suppression des mentions qui la co-habilitent) pourrait peut être améliorer la lisibilité globale de l'offre de formation.



Evaluation par spécialité

Espace, sociétés, territoires

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris Est Créteil - Val de Marne.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité :

La spécialité n'est pas co-habilitée.

Délocalisation(s) :

La formation n'est pas délocalisée. En revanche, les options peuvent être choisies dans un établissement partenaire (Institut d'Urbanisme de Paris, Institut français d'urbanisme, Ecole des hautes études en sciences sociales...)

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :

Aucune relation formalisée n'a été nouée avec un établissement étranger.

- Présentation de la spécialité :

La spécialité souhaite proposer une formation originale en géographie sociale, politique et culturelle, sans sélectionner un terrain d'étude particulier. Elle cherche ainsi à dépasser les approches parfois sectorielles de la géographie et s'intéresse plus particulièrement à la question des inégalités, des exclusions et des périphéries. Les enseignements proposés doivent permettre à l'étudiant de mener une recherche en autonomie et d'acquérir des méthodes d'analyse rigoureuses. Ces connaissances et compétences doivent permettre aux étudiants de poursuivre en thèse.

- Appréciation :

La spécialité propose une formation très généraliste de géographie humaine. Les compétences transmises en deviennent très génériques. Après un M1 présentant les problématiques majeures de la géographie humaine actuelle, la spécialisation sur la question des inégalités apparaît tardivement en deuxième année de master. Les champs thématiques abordés sont très variés et très vastes et ne sont pas en adéquation avec le faible nombre d'heures proposées dans la spécialité (168 heures CM sur une offre globale de 280 heures CM pour les deux années de master). La spécialité devient progressivement plus attractive : le nombre d'inscrits passe de 8 à 14 en M1 (de 2009 à 2012), mais les taux d'abandon (81,8 % en 2011/12) très élevés et les taux de réussite (36,4 %) très faibles, surtout en M1, soulèvent un certain nombre de questions, notamment en termes d'orientation vers le M1 et de suivi des étudiants. La spécialité se défend d'être essentiellement destinée à former de futurs chercheurs, même si la dimension recherche est fortement valorisée dans l'offre de formation : un à trois étudiants poursuivent chaque année par une thèse (sur trois à onze étudiants diplômés). Une certaine inadéquation entre les besoins des étudiants et des milieux professionnels et l'offre de formation est révélée par le choix d'un certain nombre de diplômés de poursuivre par un autre master plus spécialisé.

- Points forts :

- Equipe d'enseignants adossée à des laboratoires de recherche reconnus.
- Importance des enseignements techniques liés à la géomatique.

- Points faibles :

- Taux d'abandon et taux d'échec très élevés, surtout en M1.
- Absence de mutualisations alors que les effectifs sont faibles.
- Analyse du devenir des étudiants superficielle.
- Volume horaire trop réduit (face à la multiplicité des champs disciplinaires abordés).
- Faible implication des professionnels dans la formation.



- Dimension internationale à approfondir.
- Manque de précisions au niveau de la politique des stages.

- Recommandations pour l'établissement :

Il serait souhaitable d'inciter l'équipe pédagogique à améliorer le suivi de la formation et éventuellement à réfléchir à une réorientation de la spécialité pour augmenter son attractivité. Une démarche de restructuration de la formation en fonction de référentiels métiers plus clairs serait nécessaire. Elle ne devrait pas être uniquement destinée à la recherche. Une évaluation formalisée serait nécessaire pour mieux cerner les attentes des étudiants, l'adéquation des enseignements par rapport à des objectifs de recherche ou de professionnalisation.



Géomarketing et stratégies territoriales des entreprises et des institutions publiques

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris Est Créteil - Val de Marne.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité :

La spécialité n'est pas co-habilitée.

Délocalisation(s) :

La formation n'est pas délocalisée.

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger :

Aucune relation formalisée n'a été nouée avec un établissement étranger.

- Présentation de la spécialité :

La spécialité forme des professionnels du géomarketing qui maîtrisent d'une part les logiques de la géographie économique, en particulier de ses acteurs (entreprises et collectivités publiques), et ceci à toutes les échelles spatiales. D'autre part, la maîtrise des outils du géomarketing est mise en avant, indispensable pour accompagner les acteurs privés et publics dans leurs politiques de développement territorial. La spécialité a une finalité essentiellement professionnelle, et est (depuis 2013) essentiellement ouverte, pour les deux années de master, à la formation continue et par apprentissage.

- Appréciation :

Formation originale, solide et cohérente à visée essentiellement professionnelle. Dans le système universitaire français, il s'agit d'une des rares formations à se consacrer intégralement au géomarketing, positionnée sur un créneau qui est souvent occupé par les écoles privées. Essentiellement proposée en formation continue et en apprentissage, la spécialité se caractérise par une offre de formation équilibrée, entre cours plus théoriques et enseignements d'outils et de méthodologie, assurée par une équipe pédagogique restreinte, mais associant judicieusement enseignants-chercheurs (6 en M1, 7 en M2) et professionnels (4 en M1, 7 en M2). La qualité de la formation et l'adéquation de ses contenus et des modalités de son fonctionnement avec les besoins du milieu socio-professionnel est confirmée par des taux d'insertion particulièrement élevés (93,8 % des étudiants de la promotion 2010 ont un emploi, et ceci à un niveau cadre supérieur). En revanche, l'équipe de pilotage de la spécialité devrait mieux mettre en valeur les interactions avec le milieu professionnel et améliorer, en interne, le suivi des anciens étudiants.

- Points forts :

- Importance du contenu professionnalisant des enseignements.
- Equipe d'enseignants-chercheurs et de professionnels restreinte, mais qualifiée.
- Solide socle de compétences techniques, notamment en géomatique, bien équilibré par rapport aux enseignements thématiques.
- Bonne capacité d'évolution de la spécialité selon les besoins des étudiants et du marché de l'emploi.

- Points faibles :

- Manque de précisions concernant la nature des partenariats avec les milieux socio-professionnels.
- Suivi incomplet des anciens étudiants.
- Absence d'ateliers collectifs autour d'un projet.
- Absence de la dimension internationale.



- Recommandations pour l'établissement :

Quelques améliorations pourraient être apportées au niveau du pilotage de la spécialité et du suivi des étudiants (actuels et anciens). Le dossier pourrait mettre en valeur tous les réseaux initiés par les anciens étudiants ou encore par les stages dans le secteur public ou privé. Un forum des métiers mettant en relation étudiants actuels, étudiants diplômés de la formation, entreprises et institutions des secteurs privés et publics permettrait peut être d'accroître encore plus le dynamisme de la formation. Des partenariats formalisés par des conventions devraient être mis en place.

La présentation de l'offre de formation donne l'impression d'une juxtaposition de cours techniques et de cours thématiques. La démarche de projets pourrait se manifester plus clairement à travers la mise en place d'ateliers transversaux en réponse à une commande émanant du secteur public ou privé. Un enseignement de droit en relation avec le territoire pourrait également compléter l'offre de formation.

Métiers de l'enseignement professionnel en lettres, histoire et géographie

L'AERES n'évalue pas les spécialités « métiers de l'enseignement ».

Enseignement du second degré (Histoire-Géographie)

L'AERES n'évalue pas les spécialités « métiers de l'enseignement ».

Espace, dynamique des milieux et risques

Cette spécialité est co-habilitée avec les universités Paris 1-Panthéon Sorbonne, Paris-Sorbonne et Paris Diderot-Paris 7. L'Université Paris Diderot-Paris 7 est le porteur de cette spécialité, donc voir avis de l'établissement porteur.

Santé, territoires, environnement

Cette spécialité est co-habilitée avec l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense (établissement porteur), donc voir avis de l'établissement porteur.



Observations de l'établissement

PRÉSIDENCE

LH/GV/ n°56

Dossier suivi par :
Nathalie PERICHON

DEVE

Téléphone :
01 45 17 11-62

Courriel :
nathalie.perichon@u-pec.fr

Le Président de l'Université Paris-Est Créteil

A

Monsieur le Président de l'AERES

A l'attention de M. Jean-Marc GEIB
Directeur de la section des formations et des
diplômes
20, Rue Vivienne
75002 Paris

Créteil, le 8 septembre 2014

OBJET : observations de l'établissement concernant le :

Domaine : Sciences Humaines et Sociales

Master : Sciences Humaines et Sociales

mention : Géographie et aménagement

spécialité : Géomarketing

spécialité : Espace, Sociétés, Territoires (EST)

Monsieur le Président,

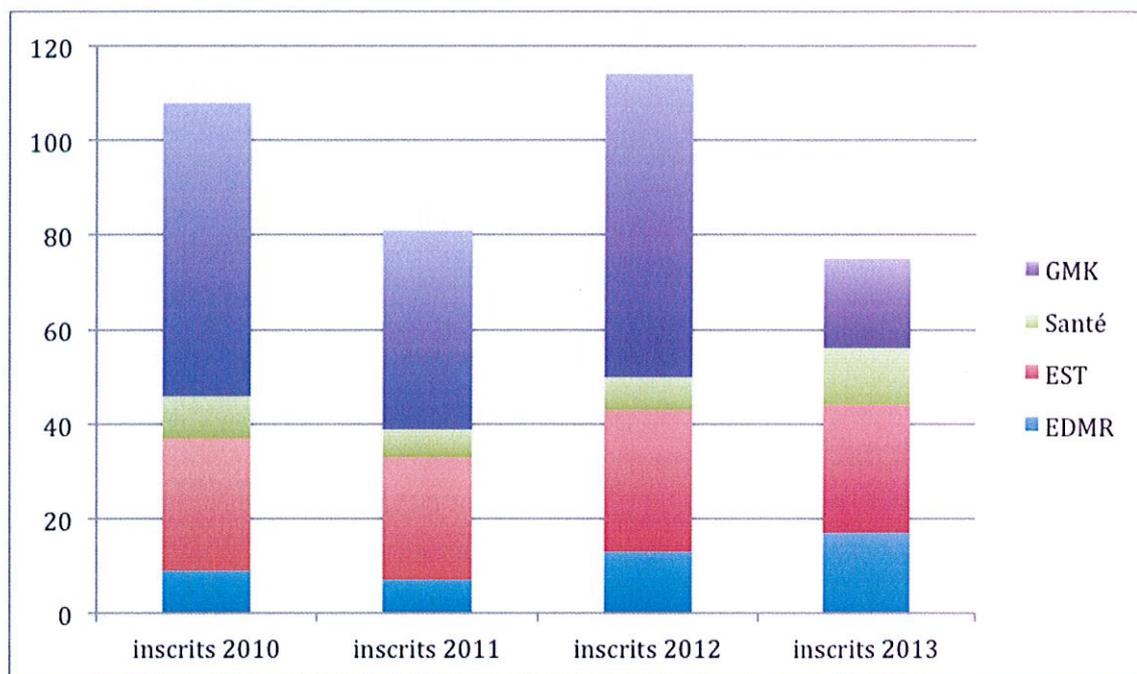
Je tiens à remercier l'AERES pour le travail de qualité qui a été effectué. Notre établissement tiendra compte de ces évaluations pour améliorer la qualité de ses enseignements. Les réponses formulées ci-dessous ont pour but d'éclairer l'ensemble de la communauté universitaire sur la réalité de nos formations en offrant un éclairage complémentaire, non de mettre en cause le travail d'évaluation entrepris par l'AERES.

X
X X

Observations sur l'évaluation du master géographie et aménagement

Observations générales sur la mention

Il est important de souligner que **toutes** nos formations sont soit cohabilitées formellement (cas désormais du master EST, qui était déjà antérieurement co-porté), soit co-portées (avec l'IAE pour le géomarketing, avec le département d'histoire pour les masters MEEF). Cela signifie que l'organisation des formations est en grande part déterminée par ces partenaires dans la formation, ce qui **de facto empêche les harmonisations entre spécialités au sein de la mention** que l'AERES appelle de ses vœux.



Chiffres des inscrits dans les masters de géographie à l'automne (NB : les chiffres relativement modestes du géomarketing en 2013 s'expliquent par le passage intégralement en apprentissage de la formation, qui a retardé l'inscription de nombre d'étudiants)

Il faut bien souligner que 80 à 120 inscrits par an, de manière régulière depuis 2010, c'est un succès, une preuve d'attractivité et une stratégie payante. Soulignons que c'est un résultat obtenu alors même que beaucoup des étudiants issus de notre licence de géographie s'orientent vers les formations en urbanisme des deux Instituts de l'Université Paris-Est, ce qui montre bien que nos masters attirent de l'extérieur. Il semble en effet normal, compte tenu de l'évolution rapide de notre discipline et de la très grande diversité de métiers et de débouchés à laquelle elle prépare, de proposer sur deux années de vraies formations qualifiantes, et en lien avec les projets des étudiants.

Certaines spécialités ont certes peu d'étudiants inscrits à l'UPEC mais ces spécialités sont co-habilitées avec d'autres établissements et l'investissement des équipes pédagogiques de l'UPEC se fait à la mesure des effectifs étudiants UPEC dans ces masters.

Le choix effectué est celui du **fonctionnement en réseau**, sur des créneaux porteurs et des spécialités bien identifiables, ce qui répond à une demande formulée sans ambiguïté par les étudiants. On ne comprend donc pas en quoi la « faible harmonisation entre spécialités » serait un « point faible » : leur autonomie est un **point fort**, sanctionné par l'attractivité des spécialités.

Il y a, par ailleurs, des mutualisations au niveau des cours de langues de niveau master qui sont mutualisés avec les autres masters de l'UFR (masters d'histoire, lettres et langues notamment). De même, les étudiants du master EST notamment, ont la possibilité de suivre en option des enseignements d'autres masters de l'UFR ou de l'établissement, possibilité dont certains profitent très amplement. Du fait d'expériences lors d'un précédent quadriennal qui avait conduit à des retours très négatifs des étudiants, nos équipes ont choisi de manière délibérée d'individualiser les enseignements fondamentaux de chaque master, en profitant pleinement des possibilités offertes par la cohabilitation ou le co-portage de formations avec différents partenaires.

C'est un choix qui ne présente aucun surcoût pour l'université, puisque les deux années des trois masters indifférenciés (Dynarisk, EST et Santé) représentent, cumulées, moins de 400h d'enseignement pour des titulaires de l'UPEC (le master Géomarketing étant en

apprentissage est entièrement auto-financé). C'est un choix sur lequel les retours des étudiants ont été très positifs, et c'est donc un choix payant en termes de maintien de nos effectifs et de clarté des identités de chaque master. Ce choix assumé, à l'échelle de l'UPEC mais aussi à l'échelle de l'Île-de-France, a pour conséquence directe la mise en place de réseaux de collègues selon leur spécialité et la mise en place de masters cohabilités qui ont l'avantage dès lors de ne pas se faire concurrence car bien identifiés, cohérents, adossés à des laboratoires de recherche (points positifs soulignés) et dynamiques à l'échelle régionale et nationale. Les différentes spécialités de master co-portées par l'UPEC permettent ainsi à des étudiants de licence correctement formés à l'UPEC un choix étendu de masters de très bon niveau, au sein même de l'UPEC. Ce choix permet donc de préserver des effectifs importants en master de géographie à l'UPEC mais aussi, grâce à des masters originaux, bien identifiés, dynamiques et cohérents, d'attirer des étudiants d'autres universités, y compris du centre de Paris.

La grande diversité des enseignants et des équipes de recherche impose cette structuration de la discipline qui se trouve à la charnière de domaines scientifiques très différents par leurs objets, leurs méthodes et leurs débouchés. En outre, l'apprentissage sur deux ans de savoirs et de méthodes spécifiques assure à nos étudiants de bien meilleurs débouchés, eux-mêmes très diversifiés. Les évaluateurs AERES soulignent d'ailleurs l'originalité des champs disciplinaires abordés, ainsi que l'adossement aux laboratoires, comme des points forts de nos formations.

Soucieuses de répondre aux préoccupations formulées par l'AERES, nos équipes pédagogiques se sont concertées afin de renforcer les mutualisations croisées entre parcours de master au niveau du M1 dans le cadre des maquettes du prochain quinquennal. Sans prendre une place prépondérante que ne permettent pas la co-habilitation, ces mutualisations permettront la mise en commun de certains enseignements croisant par exemple les perspectives de géographie sociale et celles de la géographie de l'environnement.

Le fait que les masters ont des modalités d'insertion et des niveaux de participation différents de « professionnels » à la formation s'explique par les orientations différentes des formations.

La dimension internationale de certaines formations est plus profonde que ne le laisse entendre l'évaluation : le master Santé fonctionne en collaboration avec l'IRD et ouvre aux étudiants énormément de possibilités de stages dans les pays en développement ; le master EST a des partenariats établis avec les universités d'Erlangen en Allemagne et de Genève en Suisse, (dont les enseignants participent régulièrement aux cours), et une moitié environ de chaque promotion du master réalise son stage ou sa recherche de mémoire à l'étranger...

X
X X

Observations sur la spécialité EST

Soulignons que si la co-habilitation de cette formation entre l'UPEC et l'UPEM n'a été finalement validée qu'en 2014, elle était déjà co-portée de fait entre les deux équipes pédagogiques depuis 2009, les deux tiers des enseignements environ étant assurés par des titulaires de l'UPEC, un tiers par des titulaires de l'UPEM.

La localisation des enseignements était donc déjà partagée entre l'UPEC (site de Créteil), pour les deux tiers des enseignements environ, l'UPEM (cité Descartes pour environ 15%) et l'École Normale Supérieure (rue d'Ulm, Paris), qui "héberge" deux de nos séminaires de M2, organisation spatiale qui va être reconduite pour le prochain quinquennal.

Le M1 ne propose pas simplement une présentation des "problématiques majeures de la géographie humaine actuelle", ce qui serait effectivement à la fois large et imprécis, mais



des lectures très précises de ces problématiques au prisme de la géographie sociale (enseignement fondamental “espaces et sociétés”) et de la géographie politique (enseignement fondamental “espaces et politique”), avec une présentation par différents enseignants de thématiques de recherche actuelles.

Les enseignements d'épistémologie de la discipline (“construction des savoirs”) permettent aux étudiants de mettre ces approches en perspective dans l'ensemble des façons de pratiquer la géographie et d'acquérir le recul réflexif indispensable.

Enfin le dernier fondamental (“mondialisation, mobilités, territoires”), s'il peut sembler général sur le papier, est l'occasion pour les enseignants de l'équipe qui étudient dans différents contextes géographiques européens et extra-européens, les migrations internationales, d'initier les étudiants à ces questions souvent centrales dans la compréhension des inégalités et des processus de discrimination.

Nous veillons certes à transmettre un socle commun de compétences qui soit utile à tous les étudiants, mais aussi à leur donner des perspectives sur les recherches et travaux en cours de l'équipe pédagogique du master, ce qui leur ouvre à leur tour des perspectives pour leur stage ou mémoire de recherche personnel du second semestre.

En ce sens, la formation n'est pas “générique” mais très individualisée, dans la mesure où nous accompagnons aussi chaque étudiant dans le choix d'options qui permettent de renforcer ses intérêts de recherche ou ses perspectives professionnelles et personnelles.

En M1, nous autorisons les étudiants à choisir la langue vivante qu'ils souhaitent étudier en conformité avec leur projet (l'UFR LLSHS dans laquelle nous nous inscrivons à l'UPEC leur permet de choisir entre une gamme très large de langues, voire de choisir des enseignements de civilisation en langue étrangère).

Les besoins des étudiants et l'offre de formation sont bien en lien avec les milieux professionnels, dans la mesure où nous considérons comme normal que les étudiants découvrent, par le biais du stage ou du travail de mémoire qu'ils effectuent dans notre M1, un champ qui les intéresse, et dans lequel ils peuvent ensuite se spécialiser dans le cadre d'un M2 autre que le nôtre.

Il y a des flux de sorties et d'entrées au niveau M2 également, qui s'équilibrent peu ou prou, cela nous semble témoigner du fait que le M1 joue bien son rôle : c'est un temps d'initiation et d'expérimentation. Nous ne prétendons pas retenir tous nos étudiants, que nous aidons à se ré-orienter si c'est leur souhait ou si nous avons le sentiment que d'autres formations sont plus conformes à leurs attentes. Notre M2 n'est pas moins “spécialisé” que les autres, en témoigne le fait que nous y accueillons des étudiants issus d'autres masters ayant une orientation différente (masters anciennement dits “professionnels” notamment).

Les compétences de recherche que nous transmettons sont tout aussi susceptibles d'être utiles dans la poursuite en doctorat que dans tous les autres domaines vers lesquels s'orientent les diplômés, car savoir recueillir, analyser, cartographier de l'information géographique par le biais de méthodes qualitatives ou quantitatives est un savoir valorisable dans de multiples secteurs d'activités, associations, collectivités territoriales, ONG, édition...

L'accent est mis dans notre formation sur la capacité de réflexion critique sur la production de ces savoirs et les contextes et enjeux de leur utilisation, ce qui est une véritable plus-value que l'université est capable d'apporter par rapport à d'autres contextes d'apprentissage (et notre fréquentation, par le biais de l'accord d'hébergement qui nous lie à l'Ecole Normale Supérieure, du public formaté par les classes préparatoires et les concours, nous conforte largement dans cette idée).

Nous sommes attachés à l'idée que notre société n'a pas besoin que d'exécutants dociles, mais aussi de citoyens qui pourront porter ailleurs que dans les milieux universitaires des



esprits exigeants, inquisiteurs et ne se contentant jamais de réponses toutes faites. L'AERES souligne d'ailleurs comme point fort de notre formation l'adossement à des laboratoires de recherche reconnus, laboratoires qui sont tout aussi capables de répondre à des commandes publiques et de produire des rapports d'études qu'ils le sont de contribuer à des débats théoriques.

L'évaluation pointe des « points faibles » dont certains relèvent d'éléments conjoncturels, d'autres d'éléments structurels, dont il importe de faire la part :

En ce qui concerne les **taux de réussite modestes dans le master EST en 2011-2012**, il importe de noter que le M1 de ce master figurait alors dans la base de l'université sous le nom M1 géographie et aménagement. De ce fait, l'inscription de tous les étudiants de notre université ayant validé une licence de géographie et aménagement était considérée comme de droit et était même possible en ligne sans dépôt du moindre dossier papier et sans contact préalable avec l'équipe enseignante afin de discuter de l'adéquation entre leur profil, leur projet, et la formation d'où des taux de réussite très faibles, et des abandons importants cette année-là.

Il a été mis bon ordre à ce dysfonctionnement lors des admissions suivantes. Par ailleurs, comme il était indiqué dans le dossier, nous avons une proportion importante d'étudiants salariés, dont nous autorisons le redoublement pour faciliter la rédaction du mémoire ou l'accomplissement du stage. Ceci ne favorise pas des taux de réussite élevés, mais nous le voyons comme une contrepartie essentielle de notre mission de service public dans un contexte de banlieue peu favorisée.

Par ailleurs **les mutualisations sont effectives**, dans la mesure où nos étudiants suivent des enseignements dans d'autres formations à hauteur de 8 ECTS en M1, 6 ECTS en M2. C'est d'ailleurs grâce à de telles mutualisations qu'alors même que nos effectifs ne sont pas pléthoriques, nous avons un coût global en heures/étudiant extrêmement réduit (inférieur à 10h). Les maquettes qui entreront en vigueur à compter de 2015 prévoient des mutualisations accrues au sein de la mention géographie pour l'année de M1.

Ce volume horaire d'enseignement réduit s'accompagne d'un suivi et d'un encadrement personnalisé des étudiants dans leurs projets personnels (qui occupent l'essentiel des S2 et S4 de la formation). Notre conception de la formation est qu'elle doit se faire de manière autonome (mais encadrée) par l'étudiant en milieu professionnel ou sur son terrain de recherche. Ces expériences sont certes tout sauf standardisées, mais sont une partie cruciale de la formation, définie par l'étudiant lui-même avec l'accompagnement d'un tuteur désigné au sein de l'équipe pédagogique.

Nous réitérons des réserves formulées dans le dossier par rapport à l'idée que les enseignants-chercheurs ne seraient pas des « **professionnels** », nous sommes des professionnels de la recherche et transmettons nos savoir-faire aux étudiants, savoir-faire qui leur sont utiles dans les différents milieux professionnels dans lesquels ils s'insèrent : c'est d'ailleurs cette plus-value universitaire qui est reconnue et valorisée par les personnes ne travaillant pas dans l'université qui accueillent nos étudiants en stage ; ces personnes extérieures à l'université (le sens que l'AERES donne à « professionnels ») participent à l'évaluation et à la soutenance des rapports de stage de nos étudiants, ce qui nous semble une implication à la fois nécessaire et suffisante. Cette articulation de la recherche universitaire à la commande publique sera d'ailleurs renforcée dans la prochaine maquette de notre formation avec la mise en place d'un atelier tutoré au cours duquel les étudiants des deux promotions du master seront associés aux travaux en cours de l'équipe pédagogique, dans le cadre d'un contrat avec le PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture, du Ministère du Développement Durable) pour 2014-2016, ou d'autres contrats de recherche futurs (projet Paris 2030, projets PICRI de la région Ile-de-France...).



Concernant les **stages, notre « politique »** consiste à laisser le libre choix aux étudiants entre la réalisation d'un stage ou celle d'un mémoire de recherche (certains parvenant à combiner les deux en se présentant dans un service, une association ou une collectivité avec un sujet conçu en concertation avec un enseignant qui intéresse l'organisme d'accueil). Nous mettons à leur disposition un ensemble d'offres qui nous parviennent, issues souvent d'anciens étudiants du master ou d'organismes ayant déjà accueilli certains de nos étudiants, mais nous encourageons aussi les étudiants à démarcher eux-mêmes les entreprises, associations, organismes, collectivités... actifs dans les secteurs qui les intéressent en lien avec le sujet qui les préoccupe. Les thèmes de stage sont donc souvent co-construits entre l'équipe pédagogique, l'étudiant et le maître de stage, d'une façon qui donne généralement satisfaction à toutes les parties. Les projets futurs de l'équipe pédagogique (projet PICRI associant l'université à une association notamment), donneront la possibilité d'approfondir certaines collaborations particulièrement fructueuses et formatrices pour nos étudiants.

Tous les ans, pratiquement la moitié des stages ou travaux de terrain de nos étudiants se déroulent à l'étranger et nous avons développé des partenariats avec l'Allemagne et la Suisse. Nos relations internationales ne sont certes pas « cadrées » autour d'un nombre restreint de pays, toujours parce que nous laissons les étudiants libres de choisir leur destination, mais construites autour des affinités et centres d'intérêt des étudiants.

Enfin, nous souhaiterions comme l'AERES avoir des éléments plus précis concernant le **devenir des diplômés du master** et espérons que les enquêtes conduites par l'université pourront nous fournir davantage d'éléments dans les années à venir ; toutefois, nous comprenons aussi la relative faiblesse des réponses à l'enquête conduite du fait du nombre de nos anciens diplômés qui ont trouvé un emploi à l'étranger, souvent dans le cadre d'ONG ou de collectivités territoriales ou de services publics, ce qui les rend moins faciles à contacter par la voie standard du courrier électronique. L'équipe pédagogique réfléchit à la possibilité de conduire sa propre enquête, et se réjouit du fait que la cohabilitation enfin effective de la formation entre l'UPEC et l'UPEM offre la perspective d'un meilleur soutien administratif à la formation et donc la possibilité de compiler les résultats d'une telle enquête.

X
X X

Observations sur la spécialité Géomarketing

Concernant le suivi des anciens, une base de données de tous les anciens diplômés du master depuis sa création a été constituée. Une enquête sur l'insertion professionnelle est réalisée chaque année : celle-ci confirme l'excellent taux d'insertion, une majorité des étudiants décrochant un emploi avant même d'être diplômés. Une autre enquête complète a été effectuée en 2013 par un étudiant et le responsable du master sur le devenir de l'ensemble des 300 étudiants répertoriés depuis 2002 en retrouvant leur parcours via le web et les réseaux tels que Viadeo et LinkedIn. Ainsi, il nous semble que les étudiants du master bénéficient d'un très bon suivi.

Certains partenariats ont été formalisés par contrat écrit (DPAS - Conseil Général de Seine Saint Denis). Il est cependant difficile que le master géomarketing s'engage fermement à fournir un ou plusieurs apprentis à des structures sachant que les recrutements dépendent du parcours des candidats à l'apprentissage ainsi que des besoins des entreprises susceptibles de fluctuer dans le temps. Les partenariats tacites établis sont ainsi assez souples et des rencontres ou échanges par mail sont établis entre le responsable du master et de nombreux contacts entretenus au sein de grandes entreprises dont Orange (téléphonie & fibre), Territoires & Marketing, GéoConcept, Axa, Ellipsa, Nexity, La Poste, BioCoop, SFR,... A noter que les anciens élèves constituent aussi des relais dans leurs entreprises respectives et contribuent à l'entretien du réseau de partenaires dans le monde professionnel.



Le master géomarketing est en apprentissage et les contrats salariés sont légalement sur 2 années ininterrompues en M1 / M2 au sein de la même entreprise, association ou une collectivité publique située sur le territoire français. Cette organisation commune à toutes les formations en apprentissage à ce niveau ne permet pas d'échanges internationaux d'étudiants en cours de parcours. Cependant, le master géomarketing rayonne par-delà les frontières puisqu'un grand nombre d'étudiants étrangers ont choisi de l'intégrer, dont parmi les promotions récentes des étudiants russe, américain, vietnamien, moldave, brésilien, chinois... Il s'appuie également sur le réseau de l'IAE de plus de 50 établissements partenaires en Amérique, en Asie et en Europe ce qui permet au master d'avoir plus de 15% de ses effectifs recrutés parmi les étudiants étrangers. D'autres partenariats sont en cours de discussion suite à des contacts du responsable du master (Hanyang University - Corée du Sud, Keio University - Japon, College of Geomatics Engineering - Chine,...) Les étudiants du master bénéficient en outre d'un enseignement de l'anglais très soutenu ainsi qu'une préparation et un passage du TOEIC à l'issue du M1.

L'organisation des cours a été le fruit d'améliorations et de discussions durant les 10 dernières années entre représentants du corps professoral et monde professionnel. Les enseignements ont donc été volontairement échelonnés en cours techniques (principe des systèmes d'information géographiques, statistiques spatiales ayant pour objet des données marketing, modèles d'implantation commerciale), approches davantage qualitatives & conceptuelles (zones de chalandise) et par la suite, cours orientés vers des problématiques plus ciblées sur les secteurs des télécoms, grande distribution, banque-assurance, santé & services publics où interviennent beaucoup d'acteurs professionnels. Il ne s'agit donc pas à notre avis d'une juxtaposition de cours techniques et thématiques, mais d'une acquisition préalable de connaissances de base mobilisées lors des enseignements sur des applications et problématiques métiers. Ceci dit, une réflexion et une veille permanentes permettent de faire évoluer le contenu des interventions, en particulier sur les développements récents des nouvelles technologies dont s'inspire le géomarketing et en particulier le big data (modes de traitement des grosses bases de données adaptées à un contenu géographique comme postgresql). Une formation au management et à la gestion de projet a également été intégrée sachant que nombre de nos étudiants sont amenés à occuper des postes à responsabilités.

En outre, de nombreux cours exigent la réalisation de travaux et d'études de terrain par les groupes d'étudiants dont certains à la demande d'entreprises : nous citerons notamment, à l'occasion du challenge Géoworld organisé à Paris par la société GéoConcept, la réalisation en 2013 d'une étude géomarketing transversale pour le groupe Intermarché dans le cadre des enseignements, l'équipe du master géomarketing de l'UPEC ayant été classée première pour la qualité de sa prestation au milieu de 5 autres universités et grandes écoles.

Une intervention sur le droit territorial est en cours de réflexion.

X
X X

Ces observations étant formulées, je tiens encore à remercier l'AERES pour le travail entrepris qui nous ouvre des pistes d'évolution au service de l'amélioration permanente de la qualité de nos formations.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.


Luc HITTINGER

